

Favreau, Louis et Lévesque, Benoît (1996) *Développement économique et communautaire. Économie sociale et intervention*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p. (ISBN 2-7605-0831-5)

Michel Parazelli

Volume 41, numéro 114, 1997

Les territoires dans l'oeil de la postmodernité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022695ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022695ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

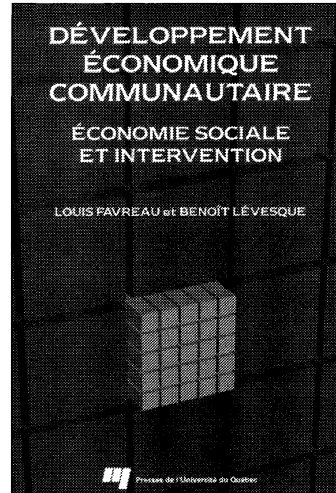
Parazelli, M. (1997). Compte rendu de [Favreau, Louis et Lévesque, Benoît (1996) *Développement économique et communautaire. Économie sociale et intervention*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p. (ISBN 2-7605-0831-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(114), 465–467.  
<https://doi.org/10.7202/022695ar>

FAVREAU, Louis et LÉVESQUE, Benoît (1996) *Développement économique et communautaire. Économie sociale et intervention*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p. (ISBN 2-7605-0831-5)

Ce livre s'inscrit dans la vague récente d'écrits promulguant les vertus de l'économie sociale (dite parfois solidaire), perçue comme un mode d'intervention communautaire idéal par un certain nombre d'acteurs sociaux (responsables gouvernementaux, professionnels des services sociaux, syndicalistes, membres de communautés religieuses et certains gestionnaires de regroupements d'organismes communautaires). D'entrée de jeu, les auteurs présentent l'ouvrage comme un outil de maîtrise des réalités nouvelles (p. xvi) affectant la société

qui serait en crise tant au niveau des emplois que des mesures d'insertion sociale associées à l'État-providence. Se voulant une synthèse des récentes pratiques sociales qualifiées d'économie sociale et de développement économique communautaire, ce livre est en grande partie constitué d'éléments d'ouvrages antérieurs rédigés par les auteurs. Par conséquent, sa lecture est assez pénible en raison des nombreuses répétitions et donne l'impression d'un simple collage. Le choix de cette mise en forme affecte aussi le contenu, puisqu'elle fait douter de la convergence des idées des deux auteurs sur un point assez fondamental de la thèse soutenue: d'une part, Lévesque avance dans le premier chapitre que la nouvelle économie sociale et le développement économique communautaire ne peuvent pas être considérés comme des «modèles alternatifs globaux» (p. 14); les chapitres suivants, s'inspirant surtout de Favreau, sont conçus d'autre part pour affirmer l'inverse.

Adoptant un discours de légitimation sociale, le point de vue des auteurs est le suivant: visant l'insertion sociale des exclus par l'économie, les projets d'économie sociale (dont ceux relevant du développement économique et communautaire) auraient comme finalité le renouvellement des pratiques sociales et de l'État-providence en s'imposant comme un modèle alternatif de développement socio-économique aux inévitables crises actuelles (un tiers secteur). Constituée de cinq chapitres, la structure de l'ouvrage reflète les intérêts promotionnels des auteurs en constituant une sorte de plaidoyer global en faveur de l'économie sociale et du développement économique communautaire, qualifiés de «nouveau modèle en émergence» (p. 33) et de «démocratie sociale» (p. 189) préconisant la «méthode partenariale» (p. 28). Ce que ne disent pas les auteurs, c'est que la nouveauté de l'économie sociale réside davantage dans la forme actuelle de ses pratiques que dans sa philosophie puisant ses origines non pas seulement dans le mouvement coopératif du début du siècle (p. xxii) mais surtout dans la doctrine sociale de l'Église, promue à la fin du siècle dernier par le pape Léon XIII, qui inaugurerait un enseignement social dont l'origine remontait à l'encyclique



*Rerum Novarum* (1891). Ayant comme objectif de résoudre les conflits sociaux inhérents à la condition ouvrière du début du XX<sup>e</sup> siècle, cette doctrine se voulait comme une troisième voie au libéralisme et au communisme critiqués par l'Église. Reprise par la suite par plusieurs papes dont Pie XII, l'économie sociale chrétienne visait le même but que sa version contemporaine: reconstituer une société où les différences s'harmoniseraient dans la justice par la collaboration sincère de tous au bien général. Tout comme les auteurs de ce livre, l'Église percevait l'économie sociale et l'entraide (petites entreprises et formes coopératives de la propriété) comme un remède communautaire permettant de pallier les maux de la vie sociale, afin de guider l'individu dans son existence sociale.

Replacé dans son contexte d'origine historique, il est possible de mieux comprendre pourquoi l'essentiel du contenu de l'ouvrage est davantage conçu pour séduire et convertir le lecteur en lui présentant des prétendues *success stories* que pour alimenter les réflexions critiques face à cette mode internationale de l'intervention sociale. À ce titre, le troisième et le quatrième chapitres exposent des exemples de projets d'économie sociale et de politiques gouvernementales qui s'inscrivent dans le sens de la thèse des auteurs en insistant surtout sur les performances budgétaires. Sauf en ce qui regarde la description des projets de Coopératives Jeunesse de services, cet accent sur la rentabilité laisse dans l'ombre l'analyse essentielle du processus d'appropriation démocratique par les personnes dites exclues et le sens que ces personnes donnent à l'appropriation de leurs actes sociaux. Cette analyse est nécessaire si l'on veut réellement démontrer la réalité démocratique de ces pratiques d'économie sociale qui, théoriquement, se veulent plus qu'une simple forme de création d'emplois. Malgré cela, les auteurs s'autorisent au dernier chapitre à déclarer la validité de leurs hypothèses en faisant l'apologie d'un modèle institutionnalisé efficace et rentable, qui serait spécifiquement québécois en matière de développement économique communautaire. Non seulement ce modèle québécois «socio-communautaire» saurait éviter les pièges de la dérive néolibérale en utilisant l'économie sociale comme une solution palliative, mais contribuerait de plus à la démocratisation de la société. Bref, l'espoir militant des auteurs de «reconstruire la cohésion sociale» (p. 134) prend dans ce livre des allures de manifeste utopique à peine masqué par le label scientifique qui sert à transformer leurs hypothèses non démontrées en vérités dogmatiques.

La réalité sociale, économique et politique du Québec est combien plus complexe que ne le laissent entendre les auteurs, avec des propos marqués par la confusion tant au niveau des concepts, des problématiques que des faits. Par exemple, Lévesque et Favreau assimilent la logique territoriale d'une pratique de développement local avec le simple découpage local des fonctions sociales. Ici, les auteurs réduisent l'espace territorial à la simple agrégation d'individus dans un quartier. Cette conception positiviste de l'espace d'appartenance remonte aussi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Durkheim et l'écologie sociale de l'école de Chicago) négligeant ainsi les travaux contemporains de géographie sociale qui prennent en compte la composition des significations symboliques que les individus investissent dans les lieux où ils vivent avant de postuler l'existence ou non d'un sentiment d'appartenance aux lieux. De plus, les auteurs assimilent la «gouvernance locale» à une pratique démocratique (non démontrée par des résultats de recherches en cours), l'expérience communautaire autonome à un modèle de développement ou un

dispositif de revitalisation (p. xix), une forme politique de gestion concertée à une méthode dite «partenariale», le sentiment d'insécurité urbaine à la construction sociale de l'insécurité, un revenu d'allocation d'aide sociale à un salaire (p. 79), l'anomie à des pratiques sociales marginalisées, etc. Évoquant parfois les arguments critiques face à leur modèle, Lévesque et Favreau banalisent les faits rapportés par certaines recherches sur les dérives des expériences de développement économique communautaire, dont les corporations de développement économique et communautaire de Montréal qui, pour la plupart, n'offrent aux personnes marginalisées aucune occasion de participer aux décisions, sauf par l'intermédiaire de représentants de groupes communautaires ou de rares assemblées populaires ponctuelles. Certains chercheurs ont même observé un processus de *décommunautarisation* des corporations de développement économique et communautaire de Montréal et certains responsables de ces organismes reconnaissent que le prochain défi est effectivement une plus grande démocratisation de leurs pratiques associatives. Par ailleurs, certains aspects de ce livre comportent des simplifications théoriques sous couvert d'analyse critique. Par exemple, les auteurs affirment que par son approche globale, le développement économique communautaire se démarque de l'approche épidémiologique qui sectorise la population en groupes à risque à l'image des pathologies (p. 35). Pourtant, loin de s'en distinguer, ils adoptent à leur tour une grille s'inspirant de l'épidémiologie sociale en proposant une typologie des quartiers pauvres en fonction de leur position dans ce qu'ils appellent le «cycle négatif de transformation sociale» (p. 44); ce qui leur permet d'établir un *diagnostic* selon des variables écosystémiques et de proposer un plan de revitalisation à l'image du médecin traitant. Un glissement s'opère alors du groupe à risque au quartier à risque, gommant ainsi l'analyse de la genèse politique des transformations urbaines en fonction des rapports de force entre les groupes d'acteurs et les lieux de décision.

À la lecture de ce livre, le lecteur critique est en droit de se demander si les auteurs ne sont pas tout simplement soucieux de transmettre un message de foi et d'espérance en un avenir meilleur et de projeter leurs désirs de cohésion sociale dans les quartiers en revitalisation à travers ce véhicule idéologique ambiguë du XIX<sup>e</sup> siècle qu'est l'économie sociale. Cette position *apologétique* a cependant l'inconvénient de diluer considérablement la pertinence scientifique de l'ouvrage sur les plans théorique et de la réflexion critique. Par ses informations empiriques et ses références bibliographiques, l'ouvrage peut malgré tout présenter un intérêt pour le lecteur désirant s'initier à l'économie sociale.

Michel Parazelli  
INRS-Culture et société  
Montréal